**La COP-VILLON, une simulation lycéenne de la COP21 aux Mureaux**

Le vendredi 4 décembre, une classe de Seconde à projet du Lycée François Villon des Mureaux a organisé sa COP21. Les élèves, qui se préparent à l'événement depuis la rentrée, ont reproduit les principales étapes de la conférence du Bourget sur le climat. Les membres de chaque délégation ont pris place en assemblée générale. Après une brève allocution des organisateurs (trois élèves de 1ère ont joué les rôles de Laurent Fabius, Laurence Tubiana et Ban Ki Moon), les présidents des délégations ont prononcé leurs discours d'ouverture.

**Discours d'ouverture de la délégation indienne**

Six délégations étatiques sont représentées : la Chine, l'Inde, les États-Unis, le Mexique (et les autres pays en voie de développement), les Maldives (et le groupe des AOSIS, l'alliance des petits États insulaires) et l'Union européenne. Deux autres délégations regroupent quant à elles les ONG environnementales et les lobbyistes de l'industrie pétrolière.

**Les délégations de la COP-VILLON**

Les délégués se sont ensuite rendus dans deux salles de négociation : un premier groupe de contact travaillant sur l'atténuation, un second sur l'adaptation. Les élèves se sont préparés en amont : ils ont constitué des alliances, affûté leurs arguments et travaillé à un brouillon d'accord, le *draft*, un texte comportant une trentaine d'amendements. Dans chaque salle, un facilitateur organise la discussion. La prise de parole est organisée (à l'aide d'un chevalet), le vouvoiement et le respect sont de rigueur. Les élèves se prêtent facilement au jeu de la négociation : les amendements les plus simples sont validés, puis votés en séance plénière.

**Négociations en groupes de contact**

Pendant le déjeuner, les délégués ont pu avancer et négocier de façon informelle pour lever les malentendus et les désaccords. Les négociations en groupes de contact reprennent en début d'après-midi. Les échanges se font plus vifs et les délégations défendent parfois âprement leurs intérêts nationaux. Une courte interruption de séance permet aux délégués d'adopter un texte consensuel.

**Le *side event***

L'après-midi donne aussi l'occasion à la classe d'organiser dans le lycée une manifestation ou *side event*. Le scénario, les affiches et les slogans (« La justice climatique maintenant », « Le gaspillage, c'est plus de mon

âge » ou encore « Agir maintenant c'est sauver l'environnement »), ont été préparés par les ONG. Toute la classe s'associe à ce moment festif. Des tracts sont distribués aux autres lycéens : plusieurs délégués répondent aux questions et expliquent le sens de leur manifestation.

La journée de négociation, intense, s'achève par la signature des « Accords des Mureaux ». Le texte final se veut ambitieux, universel et contraignant. Les contributions nationales, remises par les délégations avant la conférence, comportent toutes des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre : l'Union européenne et la Chine ont promis de réduire leurs émissions de 70% d'ici à 2050, la plupart des pays en voie de développement et le Mexique de 40%, la Chine, l'Inde et les États insulaires de 30%. Cet effort devrait permettre une limitation du réchauffement planétaire à 2°C d'ici 2100, conformément aux recommandations des experts. Toutefois, l'objectif du + 1,5°C, défendu par les ONG et les États insulaires, n'a pas été retenu et sera examiné ultérieurement. L'accord final comporte aussi réelles avancées en matière d'atténuation : les États s'engagent par exemple « à faire tout leur possible pour réduire les forages pétroliers de 30% d'ici 2030 et de 60% d'ici 2060 ». De même, ils comptent réduire l'utilisation des engrais chimiques de 30% en 2030, afin de développer des « agricultures durables ».

Le financement du Fonds vert a fait l'objet de nombreuses négociations : les États représentés se sont mis d'accord sur une somme plancher de 90 milliards de dollars par an à partir de 2020, financée par les pays les plus riches et la Chine. Ce fonds est entièrement destiné aux pays pauvres et vulnérables. Les pays riches et les émergents ont accepté de diffuser les meilleures technologies existantes pour faciliter la transition énergétique dans les pays les plus vulnérables. Une organisation spécialisée de l'ONU aura pour tâche de faire respecter les engagements pris par les États, les mauvais payeurs étant mis à l'amende... à partir de 2050. Les délégués ont aussi prévu de consacrer jusqu'en 2030 55% du Fonds à des projets d'adaptation (construction de digues, réparation des catastrophes naturelles inévitables, transition vers une agriculture résiliente). D'autres mesures ont été prises en faveur de la reforestation (diminuer de moitié la déforestation d'ici 2025 et replanter la moitié des forêts détruites) et des réfugiés climatiques (un fonds spécifique de 10 milliards de dollars annuels sera mis en place dès 2025 ; 20% du Fonds vert sera consacré à l'accueil des réfugiés et déplacés environnementaux à l'horizon 2030).

Les élèves du projet ne comptent pas en rester là : ils présenteront leur travail à des élèves de 3e dès janvier 2016 et préparent une exposition sur le climat et les enjeux des COP.